



L'AIDE HUMANITAIRE A LA CONTRA EN PASSE D'ENTRER CLANDESTINEMENT AU NICARAGUA . Le gouvernement des Etats-Unis a commencé à distribuer aux contras de l'argent et des vivres qui vont être passés clandestinement au Nicaragua. Le gouvernement nicaraguayen de son côté a fait une nouvelle proposition à ce sujet.

LE CONFLIT CONTRA/CONTRA : LA POUDRE PARLE... Les accords de paix récemment signés à Sapoá ont divisé les contras, qui se trouvent maintenant à la croisée des chemins.

LE RETOUR DES MISKITOS - POINT FINAL DE LA GUERRE . Le rythme du retour au pays des réfugiés nicaraguayens, dont la plupart sont issus de la Côte atlantique, s'est considérablement accéléré au cours de ces derniers mois. Pour Serge Ducasse, fonctionnaire au Nicaragua du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les facilités octroyées par le gouvernement de ce pays pour les rapatriements dans le cadre des accords d'Esquipulas et la réelle pacification de la Côte atlantique sont les causes principales de ce retour en masse.

UN MERCENAIRE PAR EXCELLENCE . Pour Bermudez, signer la paix reviendrait à tuer la poule aux oeufs d'or. Un retour sur sa brillante carrière au service des Etats-Unis nous permet de comprendre qu'il n'a aucune envie que s'épuise le filon de l'aide humanitaire.

EXPECTATIVES ET TENSIONS DANS LE CYCLE AGRICOLE 88/89 . Le cycle agricole 88/89 s'annonce meilleur que les années précédentes. Cependant, les producteurs sont confrontés à un certain nombre de problèmes liés à l'approvisionnement technico-matériel pour commencer les travaux d'ensemencement qui coïncident avec le début de la saison des pluies. De son côté, le gouvernement s'efforce de répondre à leurs demandes, bien que la situation économique, du fait de la guerre d'agression dont le pays est victime et la crise internationale, ne s'améliore pas.

ETRE POLICIER AU MARCHÉ ORIENTAL . A Managua, le Marché Oriental, au coeur de tous les trafics, est doté d'un commissariat où l'on ne chôme pas. Confiscation de marchandise volé, arrestation de spéculateurs... Une tranche de la vie quotidienne dans la fameuse "section 4".

GUATEMALA : LA DEMOCRATIE CHRETIENNE FACE A LA CRISE . Le coup d'Etat manqué contre Vinicio Cerezo le 11 mai dernier révèle des fissures au sein de l'armée et montre la ferme opposition d'un secteur de celle-ci et des partis d'extrême-droite aux timides tentatives de réforme agraire du gouvernement démocrate-chrétien.

PANAMA : RENOUER AVEC LES PRATIQUES DU TORRIJISME . Au moment où, avec la réouverture des banques, la crise panaméenne commence à se dénouer, le gouvernement de Manuel Solis Palma, reprenant une tradition qui avait marqué la période du général Torrijos, a décidé d'aller à la rencontre de la population.

LES TROUPES DE THEATRE AU NICARAGUA . S'il est vrai que la guerre ne permet pas une vie culturelle normale, cependant quatre troupes de théâtre ont réussi à continuer leur travail. Frantz Galich nous explique les différentes démarches qu'elles ont adoptées.

EN BREF : LES CONVERSATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT DU NICARAGUA ET BROOKLYN RIVERA SONT SUSPENDUES

40 P 11481

L'AIDE HUMANITAIRE A LA CONTRA EN PASSE D'ENTRER CLANDESTINEMENT AU NICARAGUA

par Robert Cohen.

Washington, (ANN). Le gouvernement des Etats-Unis, au mépris des accords de Sapoá, a commencé au Honduras la distribution d'argent aux contras, à charge pour eux de le faire passer illégalement aux groupes se trouvant au Nicaragua. (*)

Les accords de Sapoá établissent que l'aide humanitaire doit être canalisée par un organisme neutre convenu entre les deux parties et non un organisme étatsunien comme l'AID (Agence internationale pour le développement). Mais, lors des dernières conversations entre le gouvernement nicaraguayen et la Contra, cette dernière a refusé que ce soit le Comité International de la Croix Rouge, sans pour autant faire une autre proposition.

Alan Woods, administrateur de l'AID, a affirmé que le gouvernement de R. Reagan a décidé de remettre aux contras des devises nicaraguayennes, puisque le gouvernement sandiniste et la Direction des forces irrégulières n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'organisme qui aurait été chargé de distribuer les 17,7 millions de dollars approuvés fin mars par le Congrès étatsunien. Selon lui, le manque de vivre est chaque jour plus désespérant et a obligé certains groupes à quitter le Nicaragua, tandis que ceux qui y sont encore "survivent grâce aux dons et au crédit". De son côté, Phyllis Oakley, porte-parole du département d'Etat, a soutenu que la distribution au Honduras de Cordobas et de nourriture qui vont être transportés clandestinement au Nicaragua "est légale", et cela malgré les protestations de Joao Baena Soares, secrétaire général de l'OEA, du gouvernement nicaraguayen et de certains membres du Congrès qui dénoncent la violation des accords de Sapoá et de la décision du Congrès lui-même. P. Oakley a assuré que "les petites sommes en Cordobas (l'équivalent d'un dollar par jour et par combattant) ne serviront pas à acheter des armes (...) les contras ont déjà de l'armement. Ce dont ils ont un besoin urgent, c'est de nourriture pour survivre".

De son côté, Dave Bonior, dirigeant démocrate à la Chambre des Représentants, a affirmé que la livraison de Cordobas et d'aliments représente "une tentative de sabotage du processus de paix". Sergio Ramirez, vice-président du Nicaragua en visite à Washington, a annoncé que son gouvernement est disposé à signer un accord provisoire pour permettre la distribution de l'aide à la Contra, sans la conditionner à la signature d'un cessez-le-feu définitif. "Nous ne voulons pas gagner la guerre par la famine". Si la Contra ne veut pas de la Croix Rouge, nous sommes prêts à envisager un autre organisme pour permettre de commencer la distribution de nourriture et de médicaments dès demain".

Le vice-président, qui a rencontré Jim Wright, a informé que J. Baena Soares a proposé la Fondation Panaméricaine pour le Développement, organisme lié à l'OEA, et que son gouvernement est en train d'examiner cette possibilité.

L'AID a commencé à distribuer l'aide il y a trois semaines, avec l'autorisation du gouvernement hondurien, ce qui a provoqué la protestation du président Ortega selon lequel le but de l'Administration de R. Reagan est de renforcer les positions des groupes contras qui, derrière Enrique Bermudez, refusent la solution négociée du conflit.

(*) Note: On ne sait pas de quelle façon la Contra au Honduras a pu ou va se procurer des Cordobas. En effet, la masse monétaire en circulation depuis la réforme économique est réduite (ndlt).

LE CONFLIT CONTRA/CONTRA : LA POUDRE PARLE...

par Roberto Garcia

Managua, mai (ANN). Aussitôt après la signature des accords de Sapoá, le gouvernement des Etats-Unis a tenté d'empêcher que s'établisse un cessez-le-feu définitif au Nicaragua, de peur de voir réduites à néant les premières étapes stratégiques d'une guerre qu'ils ont entreprise depuis bientôt sept ans. A présent, il semble que les contras, ont perdu tout espoir d'une solution militaire qui leur permette d'imposer un retour au passé.

Malgré leur déclin stratégique accéléré, certaines fractions de la Contra ont décidé de poursuivre la guerre, au risque de voir tous leurs hommes perdre la vie uniquement parce que le gouvernement de Reagan a insisté sur la nécessité de continuer les combats au moment où il s'apprêtait à envahir le Nicaragua. Néanmoins, cet espoir est mort en 1987 et cette année, la dernière du mandat de R. Reagan, ne lui offre plus aucune possibilité.

Lorsque les accords de Sapoá ont été signés, quelques dirigeants de la Contra ont analysé la situation avec plus de réalisme, finalement, ils ont choisi de rester en vie, en comptant sur le soutien des secteurs étatsuniens qui, conscients de l'échec de la voie militaire, proposent d'autres moyens de lutte contre le Nicaragua.

Le gouvernement de Reagan dont l'unique politique vis-à-vis du Nicaragua a été de faire la guerre, continue dans cette voie et refuse d'envisager une autre option. Ce faisant, de très fortes divisions ont surgi dans les rangs de la Contra qui en sont arrivés au point d'échanger des coups de feu.

Le sabotage des accords de paix a rencontré une forte opposition parmi les chefs de la Contra qui opèrent sur le terrain et connaissent donc parfaitement leur situation militaire. Après avoir apporté leur soutien à la direction politique qui a signé à Sapoá, ils ont demandé l'expulsion de l'ex-colonel somoziste Enrique Bermudez, principal chef militaire, aux ordres des Etats-Unis. En vain Elliot Abrams, sous-secrétaire adjoint pour les affaires latino-américaines et même George Shultz sont intervenus pour tenter d'apaiser les esprits. Des contingents de contras se sont battus entre eux en territoire hondurien, chacun voulant imposer son avis. A la suite de ces affrontements, le gouvernement du Honduras a pris position pour Bermudez qui représente les intérêts reaganien en faisant arrêter et déporter les leaders contras favorables à la fin de la guerre. Considérant cela comme une évidente violation des accords d'Esquipulas et de Sapoá, le gouvernement du Nicaragua a envoyé une note de protestation au Honduras.

Tout semble indiquer que Reagan, en se servant du Honduras, pourrait aussi créer des provocations et des incidents ayant pour but de détourner l'attention des profondes divisions qui existent au sein de la Contra. Quoiqu'il en soit, ceux-ci savent qu'ils n'ont que deux options: ou ils acceptent l'issue honorable qui leur est offerte ou bien ils décident de continuer à combattre sans d'autre espoir que d'y trouver la mort. Ceci laisse prévoir que les disputes entre contras vont devenir de plus en plus sanglantes, et donc que les chances de Washington dans cette guerre imposée aux Nicaraguayens, seront définitivement éliminées.

LE RETOUR DES MISKITOS, POINT FINAL DE LA GUERRE

par Sergio Ferrari

Managua, mai (ANN). Depuis l'an dernier, plus que dans tout autre pays d'Amérique centrale, le processus de retour volontaire de réfugiés nicaraguayens s'est intensifié. Il s'agit pour la plupart d'Indigènes qui, à partir de 1982, avaient abandonné leurs communautés d'origine sur la rive du fleuve Wani ou Coco.

Depuis le début de cette année, plus d'un millier de personnes sont retournées dans leur pays par les voies officielles du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), chiffre presque exceptionnel pour n'importe lequel des pays de la région.

L'exil d'une bonne partie des communautés indigènes nicaraguayennes n'était pas fortuit. Les origines de cette migration n'ont rien à voir avec la quête du "paradis perdu" ou de "l'Eldorado" comme en d'autres lieux et moments de l'histoire du continent. Leur départ pour la Moskitia hondurienne avait été provoqué par la guerre

sanglante qui s'était amorcée en 1982 avec le tristement célèbre "Noel rouge" (la Contra avait ainsi dénommé un plan d'attaques aux communautés indigènes, où elle a perpétré des assassinats et des enlèvements en décembre 82, ndlt). Les exilés étaient alors totalement convaincus que leur terre de jadis, où ils pratiquaient la chasse et la rive du fleuve dans lequel ils pêchaient, allaient devenir un calvaire de poudre et d'embuscades.

"Nous avons commencé l'année 87 avec 200 rapatriés par mois. Puis, avec les répercussions considérables d'Esquipulas et tout ce qu'a impliqué la signature des accords, ce chiffre a doublé. Sans compter la semaine de Pâques pendant laquelle nous n'avons rapatrié personne, nous en sommes actuellement à environ mille personnes qui reviennent par mois", a affirmé Serge Ducasse, du Haut Commissariat à Managua, qui n'a pas hésité à reconnaître que ce processus de rapatriement vers le Nicaragua est le plus intense de la région.

D'après des données recueillies par cet organisme international qui dépend des Nations Unies, au Mexique, par exemple, où il y a plus de quarante mille réfugiés guatémaltèques assistés par HCR, moins d'un millier étaient retournés dans leur pays d'origine durant l'année 87 - en moyenne moins de 100 rapatriés par mois - alors qu'au cours des quatre premiers mois de 88 ce chiffre a doublé. C'est une situation qui peut se comparer à celle du Salvador où s'il est vrai que depuis 83 il y a eu des rapatriements, celles-ci n'ont toutefois pas dépassé une moyenne de cinquante personnes par mois. Pourtant, pendant le dernier semestre de 87, un groupe important de 500 réfugiés qui se trouvaient au camp de Mesa Grande a effectué un retour "spectaculaire" tel que le définit S. Ducasse, qui ajoute que cela ne s'est cependant pas reproduit de manière régulière et qu'aucun nouveau retour en masse n'est prévu.

Si les accords d'Esquipulas signés par les cinq présidents centraméricains stipulent bien qu'ils "s'engagent à s'occuper d'urgence des groupes de réfugiés et de déplacés que la crise régionale a provoqué... ainsi qu'à faciliter leur rapatriement et leur réinstallation..." les gouvernements ne s'en sont pas pour autant occupés de la même façon et n'ont pas tous assumé le problème avec la même intensité.

Bien que le panorama ne soit pas très encourageant pour les réfugiés centraméricains, l'augmentation constante de la tendance du retour au pays et la composante ethnique en tant que facteur déterminant de cette tendance dominent la réalité nicaraguayenne.

Tableau 1 : rapatriement au Nicaragua et composition ethnique des rapatriés :

Année	total	Miskitos	Sumos	non-Indigènes
1984	242	57	-	185
1985	961	407	179	375
1986	1'770	1'602	112	56
1987	3'862	3'321	405	136
1988 *	4'152	3'816	116	220

(* jusqu'au 10 mai)

Source: HCR.

Les chiffres augmentent considérablement depuis le début de l'année et cela pour les raisons suivantes: les accords d'Esquipulas en vigueur, l'accélération du processus de dialogue entre le gouvernement et la contre-révolution et les progrès presque définitifs réalisés pour la pacification de la Côte atlantique nicaraguayenne.

Tableau 2 : Rapatriement entre le 1.1.88 et le 10.5.88

Composition ethnique et pays d'exil

	Honduras	Costa Rica	Le Salvador	Guatemala
Miskitios	3'707	109	-	-
Sumos	116	-	-	-
Métis	110	56	31	1
Noirs	-	22	-	-
Totaux	3'933	187	31	1

Source : HCR

"Il n'est guère difficile d'expliquer ces deux phénomènes", affirme S. Ducasse, "sur la Côte atlantique, le processus de négociation a commencé bien avant Sapoa, lorsque les premiers groupes de rebelles ont déposé les armes. De plus, au Honduras il n'y a pas de perspectives pour les réfugiés. Les camps sont fermés et ils n'ont pas la possibilité d'en sortir. La première année, théoriquement, le camp paraît commode au réfugié, mais la troisième ou quatrième année il commence à s'ennuyer. Ses enfants grandissent en ne connaissant que les limites du camp. Les gens commencent à en avoir assez". La dynamique de paix dans la région et particulièrement au Nicaragua coïncide avec la fin du "cycle de l'exil" et "la vérité, c'est que les Miskitos en ont assez d'être hors de chez eux". Ils se sentent encouragés "parce que le processus de pacification et de négociation sur la Côte atlantique est très en avance sur le reste du pays".

Elément qui expliquerait, d'après S. Ducasse, que le retour des Indigènes depuis le Honduras soit plus intense que celui des non-indigènes depuis le Costa Rica où "les camps ne sont pas fermés, les gens peuvent sortir et aller

faire la cueillette du café et du coton. Et le marché peut alors absorber cette main d'oeuvre illégalement".

D'autre part, "il y a une excellente disposition politique du gouvernement du Nicaragua" à faciliter le rapatriement. "Tout n'est pas parfait", ajoute-t-il, "mais les problèmes sont surtout d'ordre logistique: manque de carburant et autres produits nécessaires au transport, impossibilité d'acheter certains biens dans le pays. Mais ce sont des problèmes liés à la situation globale du Nicaragua. Nous avons tout l'appui officiel", affirme-t-il.

Si le présent offre un terrain favorable pour que la famille nicaraguayenne se retrouve, l'avenir est prometteur, d'après les données du plus grand organisme international de réfugiés. HCR est sur le point de terminer la mise en oeuvre d'un projet qui prendra en charge 8000 rapatriés. Son coût a atteint plus d'un million et demi de dollars dont 1 million 450 provenant de la communauté économique européenne et 185 mille du gouvernement hollandais pour l'amélioration du poste de Leymus.

L'organisme des Nations Unies soumettra bientôt un nouveau projet à la communauté internationale qui pourrait s'élever à près de trois millions de dollars et dont le but est de donner assistance aux 22'300 rapatriés qui, d'après les calculs, devraient retourner dans leur pays dans les mois à venir. Cette phase dont on prévoit qu'elle durera dix-huit mois "est plus ambitieuse et son cadre géographique plus étendu" précise le fonctionnaire du Haut Commissariat. Outre l'Atlantique nord, le projet englobera aussi l'Atlantique sud et les zones frontalières du Honduras et du Costa Rica.

Au moment où ces bilans, tableaux et graphiques de rapatriement prennent corps, des nouvelles arrivent de la Côte atlantique nicaraguayenne. D'autres groupes de Miskitos qui avaient pris les armes contre les autorités nicaraguayennes sont en train d'abandonner la lutte dans l'intention de s'incorporer au processus d'autonomie. La guerre prend de plus en plus l'apparence d'un cauchemar dont on vient de s'éveiller.

UN MERCENAIRE PAR EXCELLENCE

par Roberto Bardini.

Managua, (ANN). L'ex-colonel de la garde somoziste, Enrique Bermudez, qui est le chef de la Force Démocratique Nicaraguayenne (FDN), est apparu ces derniers temps pour ce qu'il est vraiment: un authentique professionnel de la guerre, plus intéressé par ses affaires personnelles que par les questions politiques, les négociations et l'accord de paix.

E. Bermudez est le moteur, au sein de la "Résistance nicaraguayenne", du courant qui souhaite la continuation

de la guerre, c'est-à-dire du courant "FDN". Il s'oppose catégoriquement aux négociations avec le gouvernement nicaraguayen, car elles entraînent un affaiblissement du pouvoir militaire dans la Contra. On comprend mieux son attitude si l'on connaît son passé.

Né en 1932, il a toujours combiné la carrière des armes avec ses intérêts financiers et a amassé une fortune personnelle considérable. Ses liens avec la guerre et les affaires ont été brutalement rompus le 19 juillet 1979, mais il a trouvé un autre filon pour alimenter ses comptes en banque à l'étranger: l'aide "humanitaire" que le gouvernement des Etats-Unis a généreusement attribuée à la Contra.

HISTOIRE DE 3-80

C'est en 1948 que Bermudez entre à l'Académie militaire sous le matricule 3-80 - qui est devenu son nom de guerre. Il en est sorti en 1952. Il a reçu une formation en génie militaire au Brésil (1954, 1959, 1962) ainsi qu'à l'Ecole des Amériques, dans la zone du canal au Panama. En 1965, il a participé à l'invasion de la République dominicaine par les Etats-Unis. En 1968, il a suivi un cours de commandement militaire à Fort Leavenworth (Etats-Unis).

Sa carrière a débordé le cadre national. Entre mars 1971 et mai 1972, il a planifié les opérations de lutte contre l'insurrection "Aguila Negra I" et "Aguila Negra II", organisées par le Conseil de défense centraméricain (CONDECA). En septembre 1972, il a participé à l'opération "Tecpan" contre la guérilla guatémaltèque.

Ses activités internationales ne s'arrêtent pas là. En mai 1971, il est délégué à la sixième réunion du CONDECA présidée par les ministres de la défense centraméricains qui se déroule en présence d'officiers du Southern Command (commandement sud) des Etats-Unis établi au Panama. L'année suivante, il participe au 15ème congrès du collège interaméricain de défense, le CID, dont le siège est à Washington. En 1976, il devient attaché militaire aux Etats-Unis. Il occupe cette charge jusqu'en 1979, date à laquelle il est nommé colonel. En 1978, il avait présenté une thèse dans le cadre du CID, intitulée "causes psycho-sociales de la subversion", qui lui vaut la reconnaissance, comme théoricien, d'officiers latino-américains accrédités à Washington.

ASSOCIE DE SOMOZA

Pendant toutes ces années, Bermudez a su habilement combiner ses activités militaires et ses investissements économiques. Il s'est associé à Somoza dans plusieurs entreprises, ce qui lui a permis de se constituer un patrimoine personnel très confortable.

Le triomphe de la révolution sandiniste le surprend à Washington et lui fait perdre une partie de ses revenus financiers. C'est pour les récupérer qu'il fonde en 1980, au Honduras, la "Légion 15 septembre", qui deviendra plus tard l'Alliance Démocratique Révolutionnaire Nicaraguayenne, l'ADREN, dont la boîte postale était à Miami.

En 1982, Bermudez devient membre de l'état-major de la FDN et, peu à peu, prend le contrôle militaire de l'organisation. En 1983 "3-80" mate une rébellion de chefs contras, surgie de rancoeurs personnelles, de luttes intestines pour le pouvoir et de questions d'argent. L'affaire se termine par l'assassinat de plusieurs chefs intermédiaires et la désertion de quelques autres.

PACTOLE DE L'AIDE HUMANITAIRE

A Tegucigalpa, Bermudez coordonne ses activités avec John Malleth, alias "Alex", officier de la CIA qui occupait, à titre de couverture, le poste de second secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis et qui était le lien entre l'armée hondurienne et la FDN.

Bermudez continue à investir. Par exemple, une partie des 27 millions de dollars que le Congrès a voté au titre de l'aide humanitaire en juin 1985 a été détournée sur un compte à Miami.

C'est à cette époque que les contras commencent à se plaindre en affirmant "nos chefs ont les bottes propres mais les mains sales". On comprend dès lors pourquoi Bermudez refuse toute idée de négociations politiques qui pourraient déboucher sur un accord de paix au Nicaragua. Son raisonnement est simple: si la guerre se termine, finies les affaires !

EXPECTATIVES ET TENSIONS POUR LE CYCLE AGRICOLE 88/89

par Carlos Molina, service spécial de l'ANN

Managua, mai (ANN). Le cycle agricole de cette année est marqué par de fortes tensions provoquées principalement par les difficultés d'approvisionnement technico-matériel et de financement, tandis que la prochaine saison des pluies s'annonce encourageante.

Le Nicaragua, pays fondamentalement agricole, calcule ses possibilités de survie en fonction de ses capacités d'ensemencement au début du cycle agricole qui coïncide avec le commencement de la saison humide au mois de mai. En effet, puisque la production agricole dépend étroitement des phénomènes climatiques, ceux-ci sont donc le premier facteur à considérer. Cependant, après deux années de sécheresse, qui a fait des ravages dans l'économie, les pronostics météorologiques laissent augurer des pluies abondantes pour la saison qui s'annonce.

1988 présente des différences sensibles avec les dernières années: elle a commencé par de fortes mesures de politique économique qui ont pour but de réduire le rythme d'inflation et de réajuster les prix du marché intérieur, tout en favorisant la production d'agro-exportation.

Les tensions sont les mêmes que les autres années mais cette fois-ci menace une éventuelle vague de récession. Pour certains économistes, la préoccupation majeure réside dans la lente mobilité du taux de change qui peut décourager la production, surtout chez les agro-exportateurs. Suite aux mesures économiques de février dernier, les producteurs agricoles et les éleveurs se trouvent dans l'obligation de rationaliser l'emploi de toutes leurs ressources, en limitant les intrants agricoles importés, puisque besoin est d'augmenter la production avec le maximum de ressources nationales.

D'autres aspects du problème tels que le besoin de main d'oeuvre pour le début des semailles, d'intrants agricoles (semences améliorées et autres) et de financement indiquent l'intensité de la demande en ce mois de mai. Heureusement, la rivalité qui consistait à destiner une partie de la force de travail à la défense du pays et le reste à la production a relativement diminué depuis que s'est engagé le processus de paix dans la région. Actuellement la tension la plus forte se fait donc sentir au niveau de la compétitivité des prix et de l'échelle des salaires en vigueur pour les travailleurs agricoles.

La solution des autres problèmes est liée à la capacité du gouvernement nicaraguayen d'obtenir des ressources extérieures pour acquérir des intrants agricoles, qui pour la plupart doivent être importés. En ce sens, Luis Lacayo, directeur de l'approvisionnement technique et matériel du ministère de l'agriculture a garanti l'arrivée de fertilisants, d'herbicides et de semences certifiées pour contribuer aux préparatifs d'ensemencement. Lacayo a expliqué que cela a été possible grâce à la coopération de la Finlande, de la Norvège, de la Suède et de l'Union Soviétique qui ont autorisé des lignes de crédit pour l'acquisition de ces produits. Pour l'instant le gouvernement s'efforce de potentialiser ses capacités de distribution des intrants agricoles.

En ce qui concerne le financement à court terme aux producteurs, dont certains disent que le montant est l'un des facteurs de la surmonétarisation de l'économie, il a été réduit de 20 %.

Cependant, l'Etat se propose de financer 74 % de la surface à cultiver, à savoir environ 51 mille hectares. Le crédit total sera donc réparti de la manière suivante: 85 % aux producteurs privés et 15 % aux entreprises d'Etat.

En ce cas, il s'agit pour le gouvernement de distribuer ce crédit aux 98 mille agents économiques - petits, moyens et grands producteurs et entreprises d'Etat - et d'adapter le financement au rythme de l'inflation (entre janvier et

avril celui-ci a subi trois modifications). Par ailleurs, les producteurs agricoles demandent que les prix officiels soient respectés afin que le rapport coût-bénéfice soit maintenu.

Par conséquent, il ne s'agit pas seulement d'une aggravation de la situation économique provenant des facteurs structurels bien connus telles que la crise économique internationale, la vague de dépression qui se maintient en Amérique latine, la dette extérieure et les restrictions du financement international, mais également des aspects conjoncturels, des implications de la guerre d'agression dans l'économie.

ETRE POLICIER AU MARCHE ORIENTAL

par Raquel Fernandez.

Managua, (ANN). "Moi, je leur casse la figure à ces flics de m..." vocifère avec orgueil une solide marchande. A la voir, on comprend qu'elle est parfaitement capable de mettre sa menace à exécution.

Ce n'est pas vraiment de tout repos d'être policier de la section territoriale no. 4, qui porte le nom du regretté Enrique Schmidt. Aux difficultés habituelles du métier s'ajoutent celles propres au quartier.

"Quand un vol est commis à Rivas (au sud du pays) ou à Jinotega (au nord), la plupart du temps la section 4 finit par être chargée de l'affaire, car les voleurs viennent écouler la marchandise dans notre zone", explique le responsable du commissariat.

Pendant que nous parlons, plusieurs policiers arrivent chargés d'un téléviseur dernier modèle, de caisses remplies de vaisselle en acier inoxydable, de marmites et autres ustensiles de valeur. Les accompagne une femme qui essaie d'expliquer en pleurnichant: "Tout ça, c'est à moi ? Je l'ai acheté avec mes sous, je ne peux pas montrer les factures parce qu'elles sont chez ma cousine, à León, mais tout est à moi ?" personne n'en doute, mais il se trouve que ces objets, récupérés dans un endroit suspect grâce aux indications d'un collaborateur, correspondent exactement à ceux qui ont été volés trois jours auparavant dans une maison que les cambrioleurs ont complètement vidée. En attendant que l'affaire soit vérifiée avec la victime du vol, la marchandise restera sous la garde de la police.

Un peu plus tard, un autre problème se pose. Une jeune femme se présente et demande que l'on relâche son mari, détenu pour la cinquième fois pour mauvais traitement infligé à sa famille. Elle supplie et pleure tout en essayant de dissimuler son oeil au beurre noir et sa lèvre tuméfiée. "Rendez-le moi, c'est le seul soutien de mes enfants. S'il ne travaille pas, je n'ai rien pour les nourrir.

Il n'est pas méchant dans le fond, il est juste un peu coléreux. Mais il m'aime, il m'a promis de ne pas recommencer". C'est le sergent Luz Benavides qui est chargée de trouver des solutions extrajudiciaires quand il s'agit de fautes mineures, telles que les disputes sur la voie publique, les différends entre voisins ou les insultes. "Nous essayons d'aider les citoyens qui se présentent pour porter plainte, même s'il s'agit d'un cas pour lequel il n'existe pas de législation. Parfois, il faut improviser".

Alors que nous terminons notre entretien, un homme âgé se présente et explique timidement: "Il y a un an, j'ai donné de l'argent à quelqu'un pour qu'il me fabrique des roues de charrette. Il m'a fait un reçu. Mais il ne m'a jamais donné les roues, et maintenant j'en ai besoin". Voilà un exemple de ce que je disais tout à l'heure, me signale le sergent Luz Benavides. Il n'y a aucune législation qui règle le problème de roues promises et jamais livrées. Pourtant, cet homme a le droit de faire appel à nous et nous devons trouver une solution". En l'occurrence, le sergent décide de convoquer l'artisan qui n'a pas tenu ses promesses pour qu'il s'engage à remettre les roues dans un délai déterminé.

Le travail des patrouilles à pied n'est pas très aisé non plus. Par exemple, quand les policiers s'en prennent aux spéculateurs. Ceux-ci évidemment se défendent comme des diables et trouvent même des gens pour les soutenir parmi les acheteurs que pourtant ils exploitent en pratiquant des prix exorbitants. "Ils vendent cher mais ils ont ce qu'il nous manque ?" crie une femme - qui ne se rend pas compte que, si elle refusait d'acheter à n'importe quel prix, les spéculateurs ne pourraient pas faire ce qu'ils veulent et les prix seraient raisonnables. "C'est grâce à eux que nous mangeons ?" ajoute une autre qui ne voit pas davantage que ce sont eux qui rendent la situation difficile. Pour finir, les policiers trouvent un appui vigoureux auprès des marchandes en situation légale et des acheteurs plus sensés. Ils arrêtent les spéculateurs et les conduisent jusqu'à la section 4 au milieu de vociférations contradictoires. "Et maintenant, où va-t-on faire nos courses ? Eux seuls avaient ce dont j'ai besoin ?" demande une femme.

"Mais ils nous exploitent, nous qui n'avons rien ?" répond quelqu'un. "La réalité c'est qu'eux se bougent plus pour trouver les choses que ces incapables du MICOIN (*) ?" retorque la femme. (MICOIN : le ministère du Commerce intérieur).

Les commentaires fusent jusqu'à ce que le petit cortège atteigne le commissariat. Puis, la chaleur aidant, les badauds se dispersent et retournent à leurs affaires.

Mais le dénouement est hélas parfois imprévu. Un policier demande un jour à une marchande de toute évidence illégale: "Pouvez-vous me montrer la facture de ce bidon d'huile ?" elle relève la tête avec défi et met ses mains sur ses hanches. "Je ne l'ai pas". Le policier

l'avertit qu'il va confisquer la marchandise jusqu'à ce que son origine soit éclaircie. "Tu veux me prendre mon huile ? attends, je vais te la donner..." et sans un mot, elle renverse le bidon sur la tête de l'agent qui repart vers le commissariat, tout dégoulinant mais non sans avoir procédé à l'arrestation de la marchande.

Et cela jour après jour....

GUATEMALALA : DEMOCRATIE CHRETIENNE FACE A LA CRISE

par Arqueles Morales.

Managua (ANN). Le gouvernement démocrate chrétien de Vinicio Cerezo vient de maîtriser une tentative de coup d'Etat menée par deux garnisons de l'intérieur du pays. Le putsch manqué a eu lieu au moment où le président guatémaltèque est confronté à une crise intense. En effet, il doit faire face d'une part à l'extrême-droite, enracinée chez les chefs d'entreprise et les grands propriétaires terriens, et d'autre part au peuple, constamment en grève en quête d'améliorations de salaire et de stabilité du travail, et à la guérilla qui accroît son influence.

A l'aube du mercredi 11 mai, des forces fidèles au gouvernement ont occupé toutes les voies d'accès à la capitale et exercé le contrôle des bâtiments qui abritent le gouvernement, tandis que se déroulaient les négociations avec les chefs militaires des bases de Jutiapa (au sud-est) et de Retalhuleu (au sud-ouest), qui s'étaient soulevées contre le gouvernement et le commandement de l'armée. Au cours d'une conférence de presse tenue le même jour à dix heures du matin, le général Gramajo, ministre de la défense et l'une des cibles des putschistes, a annoncé que tout était terminé et que les officiers seraient sanctionnés.

Ces dernières semaines, la rumeur d'un coup d'Etat éventuel contre V. Cerezo, conséquence inévitable d'un certain nombre d'événements, était devenu le sujet favori des journalistes. En effet, le gouvernement a diffusé en 1987 un document intitulé "fondements de la politique agraire du pays" qui représentait en fait un projet de réforme agraire, se basant sur l'achat de fermes à de grands propriétaires et la mise en valeur de terres appartenant à l'Etat, mais ne signifiait "en aucune façon une politique d'expropriation qui ne fait pas partie de nos principes".

Il y a deux semaines, la Conférence épiscopale a fait paraître à son tour une lettre appelée "La clameur de la terre" dans laquelle elle soutient tacitement les intentions réformistes de Cerezo. Cependant, tant le document du gouvernement que celui des évêques ont provoqué une sorte de séisme chez les grands producteurs, les différentes Chambres d'industrie et les partis d'extrême-droite.

Dans leur lettre, les évêques analysent la situation agraire du Guatemala, et affirment qu' "il est absolument injuste et anti-chrétien que 85 % des terres se trouvent aux mains d'à peine 3 % des habitants, alors qu'il y a plus de deux millions de paysans guatémaltèques qui n'ont ni terre ni emploi". "Dans notre pays" lit-on plus loin "le paysan est exploité de façon inhumaine et sans miséricorde. Il continue d'être une main d'oeuvre bon marché cruellement exploitée. Ce n'est un secret pour personne que nos paysans sont maintenus dans une situation marginale terrible qui ne peut se prolonger sans que cela entraîne de graves conséquences".

Se basant sur le dernier recensement économique fait en 1979, les évêques signalent: "Il existe des millions de paysans sans terre et plus de deux cents mille qui en possèdent moins d'un hectare, tandis que les grands domaines de douze mille hectares et plus sont entre les mains d'1,9 % des producteurs qui contrôlent pratiquement l'agro-exportation et les cultures de base ainsi que l'élevage".

Immédiatement après la parution de la lettre, les producteurs ont réagi en accusant le gouvernement et les évêques de "vouloir entraîner le Guatemala dans le socialisme en empruntant la voie de la supercherie". La polémique dure encore et dans un manifeste anonyme, des militaires qui se font appeler "les commandants de la montagne", probablement ceux qui ont un pouvoir réel dans la lutte contre la guérilla, ont annoncé leur "ferme opposition à toute réforme qui touche à la propriété de la terre".

Parallèlement, au cours de la première semaine de mai, s'est tenue au Costa Rica la deuxième série de conversations entre des représentants du gouvernement de Cerezo et de la coordination de la guérilla "Unité révolutionnaire nationale du Guatemala" (URNNG), qui, de l'avis des deux parties, n'a guère fait progresser les négociations en vue d'un cessez-le-feu.

Toutefois, le seul fait de dialoguer avec la guérilla a provoqué de vives réactions au sein de l'armée. Gramajo lui-même a déclaré le 5 mai: "Il n'est en aucune façon possible de négocier la paix avec la guérilla communiste". De leur côté, ceux qui se font appeler "les commandants de la montagne" ont affirmé dans un communiqué clandestin: "La seule manière de dialoguer avec les gauchistes, c'est avec des balles, comme nous-mêmes le faisons".

Il y a peu, le parti institutionnel démocratique, proche des militaires et celui de "Libération nationale", né en 1954 comme force d'intervention de la CIA pour renverser Jacobo Arbenz, tous deux d'extrême-droite, ont demandé à l'armée, alors qu'on ne discernait pas encore l'issue de la tentative de putsch, "d'en finir avec les guérilleros au lieu de parler avec eux", ce que l'on peut interpréter comme un appui politique aux militaires rebelles. Malgré cela, il semble que Cerezo ait échappé à la tempête.

Cependant, c'est la première fois au cours des cinq dernières années que des fissures apparaissent à l'intérieur de l'armée, ce qui montre bien que la politique timidement réformiste des démocrates chrétiens a touché la fibre sensible des militaires et des politiciens de l'extrême-droite qui ont occupé la scène politique du pays pendant plus de trente ans.

PANAMA: RENOUER AVEC LES PRATIQUES DU TORRIJISME

par Arqueles Morales

Panama, (ANN). "Nous allons renouer avec la pratique politique du "patrouillage domestique", c'est-à-dire les visites périodiques dans les villes et villages, dans le but de connaître les problèmes des habitants et d'y trouver des solutions" a déclaré le président panaméen Manuel Solis Palma dans une entrevue exclusive accordée à l'ANN.

M. Solis Palma, qui assume le pouvoir exécutif depuis plus de deux mois, visitera le village de La Negrita (département de Penonome, à 150 km de la capitale). "Ce n'est pas un hasard si la tournée que je vais entreprendre en compagnie des ministres, de législateurs et des autorités locales commence par ce village. En effet, c'est à La Negrita qu'est né Victoriano Lorenzo, le héros national par excellence. V. Lorenzo, paysan devenu général pendant la guerre des 1000 jours, quand le Panama appartenait à la Colombie, a été fusillé le 15 mai 1903, sur les instances du gouvernement des Etats-Unis, après que conservateurs et libéraux eurent concerté la paix à bord du "Wisconsin", navire de guerre étatsunien. L'élimination physique de V. Lorenzo, qui s'opposait au pacte et à l'ingérence étrangère, était une condition posée par les Etats-Unis en échange de leur appui à l'indépendance du Panama. Dans les années 70, le général Torrijos a fait de lui un héros national et une figure politique symbolisant le nationalisme. "C'est dans l'esprit de V. Lorenzo et de O. Torrijos que nous reprenons le dialogue avec le peuple. C'est notre démocratie, c'est la façon de gouverner qui correspond à notre processus. C'est ainsi que s'est unifié notre peuple pour réclamer les nouveaux traités à propos du canal, signés en 1977, c'est ainsi qu'il fera front pour défendre ce qu'il a conquis et empêcher que soit bafouée la volonté populaire".

Pendant les douze ans qu'a duré le gouvernement de O. Torrijos, le "patrouillage domestique" était une tradition et le dirigeant exigeait que ses ministres et fonctionnaires rendent des comptes devant la population pour les faiblesses et les manquements de leur administration. "Cette pratique limite la bureaucratie, rend la gestion plus efficace et permet la participation de la population", explique M. Solis Palma.

Dans un autre ordre d'idée, il a assuré que "malgré les efforts du gouvernement de R. Reagan pour maintenir son agression économique contre le Panama, malgré son refus de reconnaître la constitutionnalité de mon gouvernement et bien qu'il accumule de nouvelles forces militaires dans la zone du canal, non seulement nous avons résisté mais en plus nous sommes en passe de sortir de la crise". Le président fait allusion au fait que les banques ont réouvert leurs portes le 9 mai et ont repris leurs transactions, certes de façon limitée, mais la tendance est au rétablissement du fonctionnement du système bancaire.

"Il est certain que les banques, après quatre mois de fermeture due au blocus organisé par les Etats-Unis, ne peuvent reprendre toutes leurs opérations. Nous avons convenu avec l'Association bancaire qu'elles se limiteraient les premiers jours à accepter le paiement des services, des impôts et le transfert de petites sommes, tandis que le retrait de l'épargne n'est pas autorisé pour éviter la décapitalisation.

Revenant sur la visite à La Negrita qu'il évoquait au début de notre entretien, le chef de l'Etat conclut: "Nous voulons rendre hommage au nationalisme de Victoriano Lorenzo et montrer que, bien qu'il ait été fusillé par les mêmes qui nous encerclent aujourd'hui, il vit plus que jamais, tout comme Omar Torrijos, dans le coeur du peuple panaméen".

LES TROUPES DE THEATRE AU NICARAGUA

par Franz Galich.

Managua, (ANN). Après le 19 juillet 1979, le théâtre nicaraguayen est entré en ébullition. Mais l'agression dévoreuse d'argent et d'énergie a fait quelque peu retomber le couvercle de la marmite. Cependant, quelques troupes ont héroïquement résisté tout en maintenant un niveau de qualité acceptable.

La troupe "la Comedia del arte" est la plus ancienne. Elle est dirigée par sa fondatrice, l'actrice Socorro Bonilla, qui a reçu l'hommage et la reconnaissance de l'association sandiniste des travailleurs de la culture pour ses 25 ans de carrière. Le groupe a réussi à maintenir une certaine cohérence qui, jointe à la variété du répertoire et de l'interprétation, lui a permis de connaître un certain nombre de succès.

La troupe a travaillé surtout le théâtre d'auteurs, jouant les classiques renommés aussi bien que les écrivains nationaux comme Rolando Steiner, récemment disparu. "La Comedia del arte" a représenté le Nicaragua au festival international de Cadix en 1987, avec "Qué cuarenta días y que cuarenta noches" (quels quarante jours et quelles quarante nuits), du poète combattant Leonel Ru-

gama. Son dernier spectacle en date est "La Cerisaie" de Chekov, dans une mise en scène du soviétique Adolf Shapiro.

La troupe "Justo Rufino Garay" - du nom d'un acteur martyr tué quelques jours avant le triomphe de la révolution - est peut-être celle qui a été la plus active depuis 1979. Elle est dirigée par Lucero Millan, et ses membres sont tous très jeunes (entre 20 et 30 ans). Leur technique est celle de la création collective à la recherche d'une expression populaire.

Cependant, le groupe joue également des oeuvres d'auteurs. Par exemple, il a monté en 1987 "L'inspecteur" de Gogol. Depuis plusieurs semaines, c'est Dario F6 qui est à l'affiche, avec deux monologues: "Une femme à la maison" et "Une pute à l'asile", qui ont du succès à Managua. Une des principales préoccupations de la troupe est la formation des acteurs. C'est pourquoi une école de théâtre s'est ouverte dans ses locaux.

"La comedia del arte" et la troupe "Justo Rufino Garay" travaillent à Managua, mais font des tournées dans tout le pays, surtout dans les zones de guerre où elles vont en particulier jouer pour les combattants.

Par ailleurs, il existe deux troupes provinciales: le groupe "Nixtayolero" à Matagalpa (au nord) et le groupe "Teyocoyani" à León (au nord-ouest).

La troupe "Nixtayolero" est dirigée par Allan Bolt, l'un des plus jeunes directeurs mais aussi auteur dramatique dont l'oeuvre la plus connue est "El Castillo" (le château), pièce historique racontant la défense de l'embouchure du Rio San Juan contre les pirates anglais. Allan Bolt et son groupe ont été les premiers à expérimenter le théâtre paysan au Nicaragua. Pour eux, la troupe est une communauté qui ne doit pas se couper de la vie des paysans.

C'est pourquoi ils vivent dans une ferme où ils participent aux travaux agricoles tout en menant leurs activités théâtrales. Ils ont été à l'affiche de tous les festivals nationaux et donnent régulièrement des représentations au front, sans compter les tournées à l'étranger. Ils ont un répertoire d'auteurs mais leur pratique générale est tournée vers la création collective et la recherche de l'identité paysanne.

La troupe "Teyocoyani" a le même profil. Ses acteurs sont des ouvriers et des paysans d'une unité de production de l'Etat (UPE) près de León. Leur technique consiste à choisir un thème faisant partie des préoccupations nationales et à mener des recherches pour aboutir à une création collective. Ils se produisent surtout à León, mais ils sont allés également au Costa Rica et ont participé, en 1983, à un atelier de nouveau théâtre à La Havane.

Ces quatre groupes ont réussi à survivre à l'étranglement

de l'agression. Ils attendent beaucoup, pour le renouveau du mouvement théâtral, de l'ouverture de l'école de théâtre qui va d'une part permettre d'approfondir leur propre formation mais aussi faire éclore de nouvelles générations d'acteurs.

EN BREF :

LES CONVERSATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT DU NICARAGUA ET BROOKLYN RIVERA SONT SUSPENDUES

Managua, (ANN). Les conversations en vue de la concertation de la paix entre le gouvernement et Brooklyn Rivera, dirigeant d'une fraction minoritaire de l'organisation indigène armée Yatama, ont été suspendues à l'aube du samedi 14 mai, a déclaré le sous-commandante J. Gonzalez, l'un des négociateurs sandinistes.

Gonzalez a indiqué que les causes de la suspension sont l'intransigence messianique de Rivera qui a demandé que les forces armées sandinistes soient remplacées par celles de Yatama et que les troupes de l'armée et du ministère de l'intérieur soient reconcentrées dans les villes de Puerto Cabezas, sur le littoral atlantique, et à Waspan et Rosita, centres miniers à l'intérieur des terres de l'Atlantique nord.

Rivera a également proposé de remplacer le statut d'autonomie actuel dont l'acceptation quasi unanime a entraîné un cessez-le-feu définitif de fait dans la région de l'Atlantique nord qui comprend 80 % des groupes indigènes en armes. Une telle demande a été taxée d'anti-constitutionnelle par le gouvernement nicaraguayen.

De son côté, les comandantes indigènes Uriel Vanégas et Juan Salgado qui se sont intégrés depuis des années au processus de paix et ont assisté aux conversations ont critiqué Rivera pour la méconnaissance "de l'effort qui a été fait ici" et ont affirmé que le peuple indigène représenté par plusieurs ethnies "refuse la guerre et parle de paix tout en appuyant la loi de l'autonomie".

Des sources qui ont participé aux négociations ont indiqué à leur tour que la suspension des conversations avec Yatama "ne signifie pas la fin de celles-ci et que les portes du dialogue et de la négociation demeurent ouvertes".

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

JA/PP

8042 Zürich

abonnement-poste

imprimé à taxe réduite